

Michel Godet

“Le vrai choc fiscal, ce serait de remettre la France au travail !”



En cette période de Noël, on a plaisir à entendre quelques bonnes nouvelles de la France. L'économiste Michel Godet s'y emploie, non sans pointer nos insuffisances. « Les contraintes de la mondialisation et de la financiarisation sont les mêmes partout, explique-t-il. Mais certaines initiatives locales prouvent qu'avec de la volonté et le respect de certaines valeurs de terrain, on peut échapper à la déprime générale. »

PROPOS RECUEILLIS PAR
PATRICE DE MÉRITENS

Michel Godet est économiste, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) et membre de l'Académie des Technologies. Créateur du Cercle des entrepreneurs du futur (www.lapro prospective.fr), il est aussi l'auteur d'ouvrages sur l'activité, l'emploi et la société. Il publie « La France des bonnes nouvelles », chez Odile Jacob.

Donner des bonnes nouvelles de la France relève-t-il du vœu pieux ou de la provocation ? Tout simplement du constat, car si la France d'en haut va mal, il n'en est pas de même de celle d'en bas, et c'est de cette France des entreprises et des territoires que viendront les solutions à nos problèmes. En 2007, alors que j'écrivais *Le Cou-*

rage du bon sens, je pensais qu'il suffisait de poser les bons diagnostics et de faire passer les messages là-haut, « au Château », pour que les actions soient mises en œuvre. Au vu des résultats, j'ai conclu que seuls les effets d'annonces au journal télévisé de 20 heures intéressaient les politiques. C'est ainsi que les socialistes nous ont plombés avec les 35 heures et qu'en achetant le silence des syndicats au prix fort le président Sarkozy nous a « enfumés » avec la réforme des retraites pour les régimes spéciaux (comme d'ailleurs pour le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux : 60 % des économies ont été versées en primes pérennes aux hauts fonctionnaires de Bercy). La droite dit aujourd'hui qu'il faut revenir sur les 35 heures, que ne l'a-t-elle fait lorsqu'elle était au pouvoir ? Le quinquennat de Nicolas Sarkozy s'est achevé sur une hausse massive des impôts, ouvrant une voie mortifère pour les fourmis que les socialistes ne sont pas prêts d'abandonner. En termes de compétitivité internationale, nous nous enfonçons dans le déclin : en 1980, l'Allemagne avait 42 % de dépenses publiques par rapport au PIB, la France 40 %, aujourd'hui l'Allemagne est à 46 % alors qu'elle a fait la réunification, et la France à 56 %. Dix points d'écart, soit 200 milliards d'euros ! Depuis 1980, nous avons 1 million et demi de fonctionnaires supplémentaires, alors que nous n'étions pas particulièrement sous-administrés dans la France de François Mitterrand. Pour retrouver la compétitivité, le vrai choc fiscal à accomplir concernera la remise au travail de la France, mais personne n'a le courage de le dire. Comme disait Jean-François Revel, « c'est le mensonge qui gouverne le monde ». Je suis libéral parce que social – c'est une catégorie suspecte ! –, préférant me battre pour augmenter des parts inégales, plutôt que de réduire le gâteau au nom de l'égalité des parts. On ne changera pas la France d'en haut : lorsqu'ils sont compétents, ceux qui nous dirigent sont le plus souvent au service de leur carrière personnelle, et même lorsqu'ils veulent servir l'intérêt général, la compétence n'est pas toujours au rendez-vous. Combien de ministres de l'actuel gouvernement connaissent l'économie pour s'être frottés au monde de l'entreprise ? L'aptitude à gouverner est devenue un vrai problème. Le jacobinisme ayant montré ses limites, face à la France d'en haut qui nous désespère, je relève l'espoir porté par une France d'en bas qui entreprend et innove. La voilà donc, la bonne nouvelle.

“Il y a toute une
“conquête de l'Ouest”
à opérer au sein de
notre propre territoire”



La France d'en bas, selon vous, ce sont particulièrement les petites entreprises ?

On parle en effet souvent du CAC 40 en oubliant que 96 % de nos entreprises comptent moins de 20 personnes, dont 60 % sont des « solos », qui ont créé leur propre emploi. Pourquoi n'embauchent-elles pas, alors qu'elles constituent un véritable gisement d'emplois ? Parce que se tromper sur le marché ou sur la personne à engager revient à mettre la clé sous la porte, les conflits devant les prud'hommes se réglant à 90 % aux torts de l'employeur. Sans doute ne va-t-on pas refaire la finance mondiale ni réformer en accéléré la gouvernance planétaire, mais il y a des réponses concrètes à la crise. A nos 10 % de chômage en France font écho les 4 % en Autriche, les 3,5 % en Flandre belge, les 5 % aux Pays-Bas et 5,5 % en Allemagne. En France même, si l'on détaille les régions, on relève 5 % en pays de Vitry, 6 % en Mayenne, 6 % dans le Choletais vendéen. Cela signifie qu'il n'y a pas de fatalité, mais des lieux où les gens entreprennent, avec des valeurs de travail, de risque et de responsabilité. Il existe un humus, un terreau favorable – ce qui induit ipso facto à s'interroger sur les qualités de vie qui n'existent plus dans nos grandes métropoles en matière de coût de la vie, de sécurité des biens et des personnes. Il y a une « conquête de l'Ouest, du Centre et du Sud » en cours pour ceux qui fuient l'Île-de-France. Je suis, quant à moi, opposé au Grand Paris (un pari risqué) et autres projets émanant des technocrates jacobins qui planifient le bonheur des autres à leur place, alors que la France d'en bas irait beaucoup mieux si on lui fichait la paix.

fiscal, ce serait de remettre la France au travail !”



SDF sous le pont de l'Europe, à Orléans.

OLIVIER COULANGE/AGENCE VU

Le bonheur serait donc plus facile à trouver dans le pré ?

Cela se voit dans les chiffres. 100 000 personnes quittent l'Ile-de-France chaque année en solde net par rapport aux régions. En général, des familles avec de jeunes enfants et des retraités. L'Ile-de-France ne se dépeuple pas pour autant car elle a une fécondité autochtone vigoureuse, avec un fort pourcentage de naissances d'origine étrangère (près de 40 %) mais, justement, le ciment ne prend pas quand il y a trop de sable, c'est pourquoi tous ceux qui le peuvent fuient la Seine-Saint-Denis. Le maire de Montfermeil vous expliquera que la population qui veut s'intégrer cherche à s'installer ailleurs, dans les départements limitrophes où elle est plus diluée - car vous n'intégrerez pas des jeunes dans des classes où 90 % des parents ne sont pas francophones. On a concentré les handicaps. Le marché est toujours aveugle au long terme : si vous laissez s'installer des populations en fonction du prix du mètre carré vous créez des ghettos avec les effets pervers du communautarisme. Il faut donc un libéralisme volontaire, avec autant de marché que possible, et autant d'Etat que nécessaire : le marché pour le court terme et un pouvoir stratège avec des dirigeants courageux. Les exemples de réussites ne sont pas que chez les entrepreneurs. On les trouve aussi chez les acteurs de terrain. Si je devais partir de Paris, où je vis aujourd'hui, j'irais à Chartres, ville en expansion où l'on baisse les impôts chaque année depuis dix ans ! Son député-maire, Jean-Pierre Gorges, dont le parcours est raconté dans le livre (peu importe qu'il soit de droite ou de gauche) est au service de l'intérêt général avec un

projet, une vision globale. Il sait au surplus négocier un taux d'actualisation avec les banques, car il est ingénieur système et ancien du Crédit agricole... Acteur de terrain, il a réussi à construire la mixité sociale, empêchant que les maisons de la culture soient cantonnées dans les quartiers : les gens viennent au centre de la ville, où le mélange s'opère. La politique en matière immobilière obéit aux mêmes impératifs de mixité et de déconcentration avec à la fois des logements sociaux mais aussi des possibilités d'accéder à la propriété.

Les idées les meilleures ne sont pas celles que l'on veut imposer, mais celles que les gens s'approprient. C'est le triangle grec de la culture stratégique qui combine harmonieusement les trois règles d'or : anticipation, appropriation, action. Un triangle en couleurs. Pour passer du bleu de l'anticipation au vert de l'action, il faut le jaune de l'appropriation. Ainsi une idée ne doit pas être donnée, encore moins imposée, mais suscitée. On ne passera donc pas à l'action uniquement parce que les gens sont d'accord, et qu'il y a eu un débat participatif, la limite de la démocratie participative étant la démagogie participative.

A quoi pensez-vous en particulier ?

A la façon dont on traite le problème de la pauvreté, en méconnaissance de cause. On veut augmenter le RSA, mais l'assistance est-elle la solution ? On tend à faire passer l'idée que la pauvreté est le prix à payer pour le système capitaliste. On panse les plaies mais, justement, non ! Il y a deux manières de réinsérer les gens : les assister avec des dispositifs du type « emplois d'avenir » en essayant désespérément de rendre économiques des actions sociales, ou considérer à l'inverse qu'il faut partir de l'économique pour accomplir une ambition sociale. Cette dernière option est celle qui a été prise par un entrepreneur militant, une sorte de curé laïc, de missionnaire du travail et de la réinsertion, Pierre Choux. Avec son Groupe Id'ées, à Dijon, il remet en emploi marchand des personnes déclarées « inemployables » par Pôle Emploi. Les gens dont il s'occupe, souvent d'anciens loubards, sont en exclusion, des blessés de la route familiale et sociale, qu'il replace dans des relations de confiance, en eux-mêmes d'abord, et puis avec les autres. Aujourd'hui, il crée 1 000 ETP (équivalents temps plein) par an. Cela coûte 6 000 € à la collectivité, soit deux fois moins que les emplois d'avenir que l'on met en œuvre faute de savoir comment faire. Résultat ? Au bout d'un an, chaque personne réinsérée rapporte à la collectivité le double de son coût de réinsertion. Avec une quarantaine d'établissements en France, Groupe Id'ées salarie environ 4 000 personnes avec un taux de sortie vers l'emploi durable ...



« La France des bonnes nouvelles », de Michel Godet, Alain Lebaube et Philippe Ratte (préface de Michel Rocard). Editions Odile Jacob. 320 p., 22 €.

“ Arrêtons d'assister les gens, accompagnons-les plutôt dans une dynamique de projet ”

Les hauts-fourneaux d'ArcelorMittal à Florange.



VINCENT KESSLER REUTERS

... de plus de 60 %. Voilà un homme dont l'action est reconnue, qui a rencontré les ministres du Travail Xavier Bertrand, puis Michel Sapin, et qui aimerait démultiplier son initiative dans les départements, or il n'y arrive pas.

Pourquoi ?

Du fait de la permanence de la France d'en haut ! Les 4 % du PIB qu'on dépense pour le chômage et pour l'emploi (environ 90 milliards d'euros) sont finalement entre les mains d'acteurs sociaux qui en profitent. Il y a des sangsues ! Avec tout un système de formation professionnelle et autres tuyauteries qui entretiennent des armées de personnel. On compte grosso modo 100 000 SDF (les chiffres ne sont pas précis), chacun d'entre eux coûte de 70 à 90 € par jour à la collectivité, avec ce problème que 20 % seulement de cette somme reviennent aux SDF, tandis que 80 % servent à entretenir les brancardiers et les brancards. L'intérêt objectif des brancardiers ne sera donc pas de régler globalement la question des SDF. Arrêtons d'assister les gens, accompagnons-les plutôt dans une dynamique de projet. Assister, ce n'est pas rendre service, c'est offrir un présent sans avenir.

“Nationaliser Florange aboutirait à une perte de compétitivité”

C'est précisément cette méconnaissance du dossier qui a conduit Arnaud Montebourg à vouloir nationaliser Florange. Il faut voir la réalité : sur 2 600 emplois sur le site, 2 000 sont consacrés au laminage à froid, qui demeure très rentable. Seuls les 600 emplois des hauts-fourneaux, qui sont économiquement condamnés, posent problème. Il faut donc séparer les deux questions et ne pas mettre en péril 2 000 emplois pour en sauver 600. Nationaliser l'ensemble serait une aberration aboutissant au final à une perte de compétitivité, donc de débouchés. Investir 400 millions d'euros, comme on l'a évoqué, pour sauver 600 emplois reviendrait à plus de 600 000 € par personne ! Avec la même somme le Groupe Id'ées créerait 100 fois plus d'emplois marchands ! C'est la question de l'économiste Bastiat : avec le même argent ne peut-on faire mieux et plus en dépensant autrement ? Le Luxembourg est à 20 km et emploie déjà 70 000 frontaliers. A environ 100 km de Florange, à Bitche, en Moselle, tout près de la frontière allemande, on cherche aussi désespérément des chaudronniers et des tourneurs fraiseurs. La mobilité, même à 100 km, cela doit pouvoir se faire. Mais on n'en parle pas, et le réflexe premier est de vouloir résoudre les problèmes sociaux à n'importe quel prix économique, alors qu'on n'en a plus les moyens.

Avec quelles exceptions françaises faut-il rompre ?

D'abord celle-ci : arrêtons d'avoir des idées que les autres n'ont pas ! Si personne ne les partage alors que nous les croyons bonnes, c'est qu'elles sont suspectes. L'instauration des 35 heures a fait ricaner nos voisins, et nous ne cessons d'en payer le prix. Dans la même veine, nous pouvons nous enorgueillir du principe de précaution, inscrit dans la Constitution, et des fameuses taxes sur les transports aériens que nous avons voulu imposer à la Convention de Montréal. Résultat ? Non seulement les Chinois se sont refusés à les

fiscal, ce serait France au travail !”

appliquer mais, en représailles, ils ont annulé des commandes d'Airbus. Un exemple microéconomique ? Les taxes aéroportuaires à Strasbourg ont fait migrer les vols par-delà le Rhin, en Allemagne. Vous imaginez le désastre pour la foule d'activités connexes aux aéroports. Et l'ISF ? 1 % des ménages les plus aisés payant environ 30 % de l'impôt sur le revenu, les faire partir reviendrait à perdre 30 % de l'assiette. Moralité, non seulement un pays qui fait fuir ses riches s'appauvrit (ils investissent et dépensent ailleurs), mais il n'est nullement de l'intérêt des pauvres de les voir s'exiler, car il leur faudra compenser le manque à gagner de l'Etat en payant encore plus d'impôts. Quitte à ne pas supprimer l'ISF dans ce pays où faire payer les riches a toujours été un slogan populaire, il serait bon de redécouvrir la proposition intelligente de Dominique Strauss-Kahn : faire de l'ISF une avance sur les droits de transmission des patrimoines. Ce sont bien les inégalités de transmission qu'il faut limiter, et pas les comportements vertueux d'épargne qu'il faut sanctionner. Etonnant d'observer combien le simple bon sens ne fait plus partie de l'intelligence du pays de Descartes.

Dépassant le cadre national, vous dites que la planète ne pourra pas supporter durablement un modèle de croissance fondée sur la consommation et la destruction de biens au détriment de stocks patrimoniaux. Quelle bonne nouvelle nous donnerez-vous là-dessus ?

Sans être un Khmer vert, je constate que la croissance est un flux qui se renouvelle, mais qui est aussi constitué de dépenses négatives : lorsque vous avez un accident de voiture, le PIB augmente du fait des dépenses de réparation et de santé. L'augmentation du flux comptant moins que le contenu qualitatif, on peut donc très bien le réduire sans amoindrir le bien-être, en buvant par exemple moins de piquette au profit d'un bon bordeaux. La croissance ne rend pas les gens forcément plus heureux : avec 50 % de PIB supplémentaires par habitant par rapport à 1980 on a malgré tout l'impression que les conditions de vie se sont dégradées. Pourquoi ? Parce qu'on a créé une société d'envie et qu'on est frustré de ce que l'on n'a pas. Par ailleurs, la croissance se fait au détriment des stocks, si bien qu'au nom de la santé et des sacro-saints oméga 3, pour ne citer qu'un seul exemple, on vide les océans de leurs poissons. Après nous le déluge. Mais il faut être conscient que nous ne sommes plus seuls au banquet de la croissance mondiale et que des centaines de millions de gens sortis de la pauvreté réclament désormais leur dû. Les ressources vont être rares, donc plus chères, ce qui nous rendra plus responsables vis-à-vis de leur consommation et nous amènera à revoir nos modes de vie, notamment pour l'énergie. L'accumulation de biens ne nous avait pas rendus plus heureux car elle était de moins en moins porteuse de liens. C'est paradoxal : on a créé un grand marché de la solitude et de l'égoïsme. Après avoir vécu trente ans sous la morphine de la dette, on s'est réveillé. Tant mieux. Il va falloir faire preuve de solidarité. Dans une famille, lorsque au cours d'un repas on se dispute et que, soudain, l'incendie se déclare, mettant en péril la maison, la discorde cesse aussitôt, on s'empresse d'éteindre le feu, puis on se retrouve tous en se demandant pourquoi on se querellait. J'augure cela avec la crise. La solidarité sera une nécessité. Il ne faut pas oublier les gens qui sont dans la misère – au contraire ! – mais il ne faut pas les y entretenir. Il faut les accompagner – j'y reviens – dans une dynamique de projet.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICE DE MÉRITENS

Alain-Gérard Slama

Lecture et mémoire



Le système scolaire français vient encore de battre un sinistre record dans le domaine de l'apprentissage de la lecture en se plaçant en 29^e position sur 45 pays ; tel est le résultat consternant d'une enquête du programme international Pirls, dépendant du Boston College des Pays-Bas, qui publie depuis 1958 un rapport considéré comme fiable tous les cinq ans. Avec 520 points, notre pays est derrière l'Allemagne et la Suède (541 et 542 points). Nous sommes devancés même par des pays qui avaient pris du retard depuis dix ans, comme les Etats-Unis (556 points) et la Russie, hissée au même niveau que la Finlande (568). Notre pays est en chute libre depuis 2001. A la différence de ceux qui le surclassent, il n'a pas su se ressaisir. Pourquoi ? La réponse est suggérée par deux données frappantes de ce rapport : en premier lieu, les élèves des écoles publiques situées dans les zones d'éducation prioritaire n'ont gagné que 3 points en dix ans ; en revanche, les élèves des écoles privées se démarquent de façon nette, bien qu'insuffisante, avec 531 points. Le milieu social joue un rôle de moins en moins grand dans la répartition des élèves entre les deux secteurs. Par contre, les effectifs des classes, l'investissement des maîtres, les relations avec les familles sont décisifs. Le redressement du système scolaire est d'abord une affaire de motivation. C'est aussi un problème d'intégration. A Marseille, on s'aperçoit que, pour arracher les enfants des zones critiques au bourrage de crâne islamiste – et, par réaction, évangéliste – il faudrait placer ceux-ci en crèche dès l'âge de deux ans (1). La seconde donnée marquante du rapport Pirls est le recul des très bons élèves : 9 % seulement des écoliers accèdent à une compréhension approfondie des textes. Nos élites plongent, et le niveau du corps enseignant avec elles : quelle importance accorder à l'orthographe, cette convention capricieuse, quand le maître lui-même appartient à une génération soucieuse de mesurer les qualités potentielles de l'élève – ce qui est excellent, mais aléatoire – plutôt que de développer ses capacités objectives, à commencer par la maîtrise de la langue ? La mémoire, de même, est considérée comme un don naturel, et de second ordre, alors qu'elle se cultive, qu'elle s'entretient par la lecture et qu'elle nourrit aussi bien l'intelligence que la sensibilité. Le prestigieux prix Chateaubriand vient de couronner un essai d'une finesse merveilleuse, de Roberto Calasso, qui décrit comment « l'orage magnétique » des vers et de la prose de Baudelaire, gravés dans les esprits, a irrigué, jusqu'à Proust, Mallarmé et Valéry, les débats d'un siècle fou de littérature (2). Il en va ainsi de tous nos grands classiques. Depuis un quart de siècle, faute d'exercice de la mémoire, cette veine s'est tarie. Le numérique n'explique pas tout. Il dépend de l'école de la ressusciter.

(1) Voir le rapport du Cése, « L'Education civique à l'école », La Documentation française, 2009.

(2) Roberto Calasso, *La Folie Baudelaire*, Gallimard essai.

*Nos élites
plongent,
et le niveau
du corps
enseignant
avec elles*